

RAPPORT FINAL

**Etablissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS
pour l'accès aux marchés**

Utilisation d'un cadre décisionnel multicritères (P-IMA)

MADAGASCAR

STDF PPG 575

Juin 2019

Babacar SAMB, Consultant international
Zazà Burton Randriamiarana, Consultant national

1. Contexte

Suite à une demande présentée par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et soutenue par des représentants d'autres acteurs gouvernementaux à Madagascar (Direction des services vétérinaires, Comité national SPS, ...), du secteur privé (le Groupe Ramanandraibe, la Plateforme nationale de la vanille, le Groupement des exportateurs de girofle, le Syndicat des industries de Madagascar) et des associations des consommateurs, un don pour l'élaboration d'un projet (DEP) intitulé « Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés dans les chaînes de valeur axées sur l'exportation » a été approuvé par le Groupe de travail du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF), lors de sa réunion du 20-21 mars 2017.

L'objectif du DEP (STDF/PPG/575) intitulé « Prioriser les actions sanitaires et phytosanitaires et les filières à appuyer à Madagascar » est de permettre aux acteurs des secteurs public et privé concernés, d'établir des priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés dans les chaînes de valeur axées sur l'exportation, en utilisant le cadre P-IMA du STDF.

Le cadre P-IMA fournit une approche fondée sur des données probantes pour inciter toutes les parties prenantes concernées à classer par ordre de priorité les divers investissements SPS liés à l'accès au marché, aux besoins en fonction des données et informations disponibles. Le cadre P-IMA est un outil d'analyse décisionnelle multicritère. Il fournit un processus structuré pour établir des priorités parmi un ensemble de besoins multiples de renforcement des capacités dans le domaine SPS, lorsque les ressources disponibles sont insuffisantes pour répondre à tous ces besoins.

C'est pour appuyer les parties prenantes nationales dans la mise en œuvre du cadre P-IMA que nous avons été recrutés par STDF à titre de consultant international, avec le concours d'un expert national, spécialisé en statistiques et analyse de données.

Ce présent rapport clôture la mission.

2. Problématique

Le Plan stratégique phytosanitaire 2018-2028 de Madagascar issu de la mission d'évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) réalisé par la CIPV avec l'appui de la FAO montre l'ampleur des besoins d'investissements SPS dans le sous-secteur de l'agriculture.

De même, plusieurs études et évaluations réalisées ces dernières années dans les différents sous-secteurs (agriculture, pêche et élevage) identifient une pléthore de faiblesses et des insuffisances dans les capacités nationales à se conformer aux exigences sanitaires et phytosanitaires en vigueur au niveau international. Au regard de ces nombreuses lacunes, les besoins en financement des investissements nécessaires pour la mise en œuvre des plans d'actions et recommandations dépassent largement les ressources disponibles. En outre, bon nombre de préconisations ne mettent pas suffisamment en évidence les avantages qui découleront de leur mise en œuvre par rapport aux coûts impliqués (analyse coût-bénéfice ou coût-avantage). Par conséquent, à ce jour, Madagascar ne dispose pas encore d'un plan cohérent et hiérarchisé pour le renforcement de ses capacités SPS, pour guider la prise de décision d'investissements du Gouvernement, de ses partenaires techniques et stratégiques et/ou du secteur privé.

C'est dans cette perspective que l'utilisation du cadre décisionnel multicritère (P-IMA) constitue un exercice de grande importance pour appuyer le Gouvernement de Madagascar et les différentes parties prenantes nationales dans l'établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés et spécifiquement dans les filières d'exportation. En effet, le Gouvernement de Madagascar veut faire de l'exportation des produits agricoles, un des principaux piliers de sa politique nationale de développement économique et social.

3. Déroulement de la mission

La mission a été mise en œuvre grâce à la collaboration et la participation active des principales autorités compétentes impliquées dans les problématiques SPS et des représentants du secteur privé des filières concernées.

Plusieurs étapes ont jalonné l'analyse et l'utilisation du Cadre P-IMA.

3.1. Mise en place d'un groupe de travail ad hoc

A l'entame de la mission, un groupe de travail a été constitué. Ce groupe est composé de représentants des autorités compétentes des différents sous-secteurs (Protection des végétaux,

Autorité Sanitaire Halieutique, Direction de l'élevage) et le projet du Cadre Intégré Renforcé, au titre du ministère en charge du commerce extérieur et des représentants du secteur privé.

Le Groupe de travail a joué un rôle essentiel dans la conduite de l'analyse et aux différentes étapes du processus : facilitation des contacts avec la hiérarchie, coordination, partage de l'information, collecte et analyse des données et informations, ...

Annexe 1 : La Composition du Groupe de travail.

3.2. Constitution du dossier d'information SPS (étape 1 du cadre P-IMA)

Ces résultats ont contribué à la constitution du dossier d'information SPS.

En référence à la première étape de l'application du cadre P-IMA, il s'agissait de prendre connaissance des documents d'orientations politiques, économiques et sociales des autorités, de recueillir et de passer en revue la documentation et les informations disponibles, en lien avec les besoins en renforcement des capacités SPS à Madagascar : résultats des évaluations des capacités SPS réalisées à l'aide de l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires de la CIPV et de l'outil d'évaluation des Performances des Services Vétérinaires (PVS) de l'OIE, de l'Etude Diagnostique d'Intégration Commerciale (EDIC) du Cadre intégré renforcé (CIR) à Madagascar, ...

Les données et informations sur les notifications d'interceptions sanitaires et phytosanitaires notamment des autorités compétentes de l'Union européenne (Rapport OAV, RASFF, Europhyt) et divers rapports d'études ont été consultés pour alimenter l'analyse des besoins en renforcement des capacités SPS à Madagascar.

La contribution des membres du Groupe de Travail a été très décisive, ce d'autant que la principale contrainte est liée au fait que plusieurs rapports d'évaluation SPS et documents d'intérêt ne sont pas publics.

Bon nombre de supports utilisés lors de l'étude tels que le Plan stratégique phytosanitaires (2018-2019) issu de l'ECP et le rapport d'analyse des écarts PVS, (Madagascar, OIE, Juin 2013) ne sont pas disponibles sur Internet. La CIPV ne publie pas les rapports ECP et l'OIE ne met en ligne les rapports PVS sur son site Internet qu'à condition que les Pays en donnent l'autorisation formelle.

A ce propos, les documents qui pourraient être mis en ligne sur le site de STDF feront l'objet d'une liste à valider avec les autorités compétentes concernées.

Aussi, la version finale du document de la Stratégie d'Exportation de Madagascar pour l'Industrie et les Services (SEMIS) n'est toujours pas disponible. Cette situation ne facilite pas le partage et le suivi du dossier.

Le Consultant national a également été d'un grand apport dans la collecte des données statistiques pour renseigner les flux d'exportation des différents produits.

Annexe 2 : La liste des principaux documents consultés

3.3. Première mission à Madagascar

Une première mission du consultant international à Madagascar a eu lieu du 11 au 16 Mars 2018 et s'est déroulée comme suit:

3.3.1. Rencontres avec les autorités et partenaires au développement

Les consultants (international et national) ont eu à rencontrer les autorités malgaches et les principaux partenaires au développement (FAO, Union européenne et Banque mondiale), à l'effet de favoriser leur compréhension des enjeux de la mission et de solliciter leur soutien et implications pour sa mise en œuvre.

Annexe 3 : La liste des institutions et personnes rencontrées

3.3.2. Formation du Groupe de travail (22 Mars 2019)

L'organisation de la formation du groupe de travail au cadre P-IMA a eu lieu le 22 mars 2018. La présentation du cadre P-IMA et les échanges qui s'en sont suivis ont permis aux membres du Groupe

de travail de prendre connaissance de l'outil et ont davantage compris leurs rôles et responsabilités pour le bon déroulement de la mission.

L'appropriation du Cadre P-IMA par les membres du Groupe de Travail a été de nature à faciliter la préparation et l'organisation de l'atelier national.

Annexe 4 : La liste des participants à la formation

3.3.3. Atelier national -27 Mars 2019 (étape 2 du Cadre P-IMA)

En référence à l'étape 2 du cadre P-IMA, le premier atelier national réunissant des représentants des différentes parties prenantes a eu lieu le 27 Mars 2019.

Organisés en trois sous-groupes pilotés par la Direction de la Protection des Végétaux, la Direction de l'Elevage et la Direction de l'Autorité Sanitaire Halieutique, les travaux ont permis:

- d'identifier une première liste de quatorze (14) options de renforcement de capacités dont six (6) pour le Groupe Produits végétaux; cinq (5) options pour les Denrées animales et d'origine animale et trois (3) options de renforcement des capacités pour les Poissons et produits de la pêche et de l'aquaculture
- de définir les critères de décision pour le classement par priorité des options retenues en matière de renforcement des capacités SPS ainsi que les pondérations relatives à attribuer à chacun de ces critères.

A l'issue de l'atelier, mandat a été donné au Groupe de travail pour poursuivre l'analyse afin de finaliser la liste des options d'investissements et de se consacrer à la collecte des données et informations pour établir les fiches d'informations y relatives.

Seize (16) options de RC ont été finalement retenues après analyse approfondie. Deux (2) des quatorze (14) options initialement identifiées ont été retirées et quatre (4) nouvelles options ont été consensuellement intégrées.

Annexe 5 (document séparé): Le rapport détaillé de l'atelier avec la liste des participants

3.4. Etablissement des fiches d'information pour les options de RC (étape 3 du cadre P-IMA)

La collecte des données et l'établissement des fiches d'information a été la phase la plus longue et la plus fastidieuse.

Outre les entretiens Skype avec le consultant international, cette étape a nécessité plusieurs réunions techniques animées par le consultant national d'Avril à Juillet 2018.

L'analyse des informations révélait des besoins de compléments ou de clarifications: quelques incohérences ou des informations incomplètes, nécessité d'harmoniser la structure de calculs des coûts et notamment des annuités pour les amortissements des équipements, évaluation des coûts récurrents, ...

Les échanges entretenus avec les différentes parties prenantes ont permis d'apporter des amendements qui renforcent la cohérence des données, tant en ce qui concerne les budgets, les sources des données et méthodes d'estimation et éléments justificatifs que les niveaux de confiance associés.

3.5. Comparaison des options de RC et priorisation(étapes 4, 5 et 6 du cadre P-IMA)

L'exercice de priorisation avec le logiciel D-Sight a commencé en octobre, après que les fiches d'informations aient été stabilisées.

Il s'agissait de faire la comparaison des différentes options selon les critères de décision, de faire la priorisation proprement dite ainsi que l'analyse de sensibilité. Le problème technique rencontré par le consultant national dans l'utilisation du logiciel a quelque peu ralenti l'exercice. Un message d'erreur faisant état que la licence ne pouvait plus être utilisée.

L'accès à la version en ligne du logiciel du D-Sight avec laquelle les travaux ont été finalement réalisés s'est avéré beaucoup plus convenable qu'avec la version monoposte. La version en ligne offre plusieurs avantages. Les étapes de la mise en œuvre de la priorisation sont plus clairement mises en évidence: définition des options d'investissements, définition des critères de pondération,

des utilisateurs, des poids, des paramètres (comment utiliser les critères), des évaluations (aperçu des alternatives et des critères et leur validation. Cette dernière étape est nécessaire dans la mesure où plusieurs utilisateurs peuvent accéder au même projet. Il y est prévu une étape de validation avant la génération des résultats des analyses (sortie des résultats souhaités selon les menus de commandes existants: priorisation sous forme de tableau ou graphique, contribution des critères, spider graphique, analyse de la stabilité de l'intervalle, etc.) et du rapportage (sortie des résultats pour une utilisation ultérieure dans le document de rapport).

La version en ligne permet à plusieurs utilisateurs d'accéder au même projet. Pour ce faire, il faut assigner un rôle à chaque utilisateur qui peut être un « project manager », un « weight expert », un « evaluation expert » ou un « viewer » selon le terme utilisé par le logiciel.

La seule opération qui s'avère un peu délicate avec la version en ligne est la génération du tableau d'analyse de la sensibilité des options qui vise à indiquer dans quelle mesure le poids de référence peut varier pour chaque critère sans affecter le classement général établi en considération de tous les critères (tableau 7 dans le rapport final de l'analyse).

4. Atelier national de partage et de validation du rapport (13 Juin 2019)

La seconde et dernière mission de l'expert international à Madagascar a eu lieu du 09 au 15 Juin 2019.

Les rencontres préparatoires avec le Cabinet du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et la Direction de la protection des végétaux ont permis de partager les principaux résultats de l'analyse P-IMA.

L'atelier national de partage et de validation du rapport d'analyse P-IMA a eu lieu le 13 Juin 2019 à Antananarivo, sous la présidence de Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche.

L'atelier a enregistré plus d'une quarantaine de participants provenant des différents secteurs publics et privés et des représentants des partenaires au développement.

Les travaux se sont déroulés de façon satisfaisante grâce à une implication active de toutes les parties prenantes.

Après la présentation des résultats de la priorisation, les principales interrogations ont notamment porté sur la place des laboratoires qui, de l'avis de certains participants, devraient figurer au rang des priorités et les questions et réponses ont porté sur les éléments explicatifs se rapportant à la qualité des données.

Le Rapport a été validé à l'unanimité par les participants. La principale recommandation a été d'inclure dans la version finale du rapport, un classement des priorités spécifiquement par sous-secteur, ceci dans l'optique d'éclairer les parties prenantes de chaque sous-secteur sur leurs priorités d'investissements.

- **Annexe 6 :** Agenda de l'atelier de partage et de validation du rapport provisoire (13 Juin 2019)
- **Annexe 7:** Liste des participants à l'atelier

5. Principales conclusions et recommandations

L'utilisation du Cadre P-IMA à Madagascar a été, à plus d'un titre un exercice de grande portée. L'approche méthodologique qui repose sur un processus participatif, inclusif et transparent a favorisé des échanges interactifs sur la situation sanitaire et phytosanitaire tant aux niveaux intra-sectoriel qu'intersectoriel, entre acteurs des services publics et du secteur privé (végétaux et produits végétaux, pêche et aquaculture et élevage). L'analyse P-IMA a considérablement contribué à renforcer les dynamiques de communication, de relations et de partage de la documentation, de connaissances et de compréhension des enjeux et besoins de renforcement des capacités SPS à Madagascar.

Le consensus obtenu par l'ensemble des parties prenantes (public et privé) sur les critères de décision et les pondérations pour le classement par priorité des options de renforcement des capacités SPS est à magnifier.

Les résultats de la priorisation offrent aux décideurs, aux autorités compétentes et aux partenaires un tableau de bord pour orienter les investissements.

L'atelier recommande que le Groupe Technique fasse le suivi et assure la mise à jour de la priorisation en fonction des besoins. Dans cette perspective, l'atelier recommande qu'une requête

soit formulée auprès du STDF pour convenir des modalités de facilitation de l'accès au logiciel D-Sight et de l'appui du consultant national.

Il convient de noter que les différentes autorités compétentes en charge des différentes sous secteurs (végétaux et produits végétaux, denrées alimentaires d'origine animale, produits de la pêche) entendent se servir des résultats de l'étude pour mobiliser des ressources auprès de leur Ministère de tutelle et envers leurs partenaires techniques et stratégiques respectifs. C'est dans cette perspective que la recommandation a été faite lors de l'atelier d'inclure une priorisation des investissements par sous-secteur, en plus de la priorisation globale qui intègre tous les sous-secteurs. Cette recommandation a été mise en œuvre dans le rapport final de l'étude.

A titre d'exemples, le COLEACP qui n'intervient que dans le secteur des fruits et légumes et l'Unité nationale de mise en œuvre du Projet Cadre Intégré Renforcé (UNMO CIR) se sont engagés à travailler avec la DPV pour contribuer à la mise en œuvre des activités renforcement des capacités portant sur les investissements prioritaires identifiés dans le sous secteur des végétaux et produits végétaux.

Ces deux investissements concernent (i) le renforcement des capacités de maîtrise des risques de notifications d'interceptions dues à la présence d'organismes nuisibles de quarantaine ou réglementés dans les végétaux et produits végétaux destinés à l'exportation vers l'Union européenne » estimé à 1.702.475 USD et (ii) la « Maîtrise des risques de dépassement des limites maximales de résidus de pesticides dans les fruits et légumes frais et les grains secs destinés à l'exportation vers l'Union européenne » estimé à 546 560 USD.

Au cours d'une réunion de travail qui nous a réunis avec les cadres de la DPV et le Coordonnateur de l'UNMO CIR, le 14 Juin 2019 (le lendemain de l'atelier), un Plan d'actions détaillé a été élaboré et a déjà eu l'approbation du COLEACP. Le processus de signature du protocole d'entente entre les autorités malgaches et le programme FFM SPS du COLEACP est en cours.

L'expérience de Madagascar a été très enrichissante pour le COLEACP qui a manifesté beaucoup d'intérêts à utiliser le cadre P-IMA pour orienter ses activités d'appui au renforcement des capacités SPS dans les pays ACP. D'ailleurs, une présentation détaillée du Cadre P-IMA leur a été faite à Bruxelles, le 04 Mars 2019. Ont participé à cette présentation les différents Coordonnateurs régionaux et les Chefs de projets en charge du suivi opérationnel des activités des programmes ` (FFM et FFM SPS du COLEACP) au niveau des pays bénéficiaires.

L'UNMO CIR s'engage à soutenir les actions prévues pour les grains secs du fait que l'appui au développement de capacités de production et d'exportation des légumineuses de Madagascar fait l'objet d'un projet de catégorie II en cours d'approbation. Ce projet est prévu sur 36 mois avec un budget global de 2.030.300 US, avec dont 1.490.300 USD attendus du CIR, 110.000 USD et 430.000 USD au titre de la contribution respectivement de l'Etat Malgache et de la CNUCED et ou autres PTFs.

Au demeurant, concernant le déploiement du Cadre P-IMA, quelques Points d'attention liés notamment sur les méthodes d'estimation des coûts méritent d'être relevés et intégrés lors des prochaines interventions.

Les différences d'approche et de base de calcul des coûts (investissements de départ, des coûts récurrents) et d'estimation de la variation de la valeur absolue des exportations/ pertes à l'exportation évitées et/ou les retombées commerciales liées aux options de renforcement de capacités peuvent introduire des biais importants et ainsi impacter de manière significative sur la priorisation:

- **Les bases de calculs des coûts d'investissements et des coûts récurrents**

Les éléments justificatifs des budgets d'investissement peuvent varier d'une option à une autre ou d'un sous-secteur à un autre. Lors de l'application du P-IMA, des différences avaient été initialement notées dans les bases de calculs des coûts récurrents. C'est ainsi qu'il avait finalement convenu lors des réunions avec le Groupe de travail, d'estimer unilatéralement les coûts récurrents sur une période de 2 ans.

- **Le calcul des amortissements**

Les différences dans les annuités retenues pour le calcul des amortissements peuvent également affecter les résultats et impacter sur la priorisation. Il convient d'admettre qu'il est difficile de fixer la même annuité pour tous les investissements en raison des différentes spécifications techniques et de la nature des immobilisations qui n'ont pas la même durée de vie. Toutefois, il sied

préalablement à la validation des données, de passer en revue les bases de calculs considérées afin de déceler les incohérences trop flagrantes.

- **L'évaluation des effets des actions mesurées**

Il sied de veiller autant que faire se peut à la cohérence en ce qui concerne la période sur laquelle les effets des actions sont mesurés pour les différentes options pour réduire les biais lors de l'analyse comparative des différentes options.

Il peut être prématuré d'aborder tous ces points d'attention lors du premier atelier national consacré à la présentation du Cadre P-IMA et à la définition des critères et de la pondération des options. Il serait judicieux par contre, de convenir des modalités de calculs de ces dits coûts et de la période d'évaluation des effets des options au niveau du Groupe technique, lors de l'exercice de filtrage et de validation des options de renforcement des capacités.

Enfin, le principal défi va être de maintenir la dynamique de concertation et de collaboration entre les différentes parties prenantes, dans l'optique d'assurer le re-examen ou la mise à jour des travaux de priorisation, à la lumière des évolutions dans la qualité des données ou de l'opportunité d'introduire ou de modifier les critères ou la pondération pour la priorisation des investissements SPS. Dans cette perspective, les différentes parties prenantes de l'atelier de validation recommandent le maintien et la consolidation du Groupe de Travail. Aussi les participants comptent solliciter le STDF pour pouvoir continuer à accéder au logiciel D-Sight en temps opportun.

6. Annexes

- 6.1. Composition du Groupe de travail
- 6.2. Liste des principaux documents consultés
- 6.3. Liste des institutions et personnes rencontrées
- 6.4. Liste des participants à la formation
- 6.5. Rapport détaillé (document séparé) de l'atelier avec la liste des participants (27 Mars 2018)
- 6.6. Agenda de l'atelier de partage et de validation du rapport provisoire (13 Juin 2019)
- 6.7. Liste des participants à l'atelier de validation (13 Juin 2019)
- 6.8. Plan d'actions DPV- FFM SPS/COLEACP

6.1. Annexe 1– Composition du Groupe de travail

N°	Nom et Prénoms	Institution et Fonction	Email
1	Lantoarimaka Verosoanandraina	SIQV/DPV/MPAE	lanto.julien@gmail.com
2	Raobelison Dimbinavela	SSPVMV/DSV	dimbinavela@yahoo.fr
3	Rakotomalala Claude John	MRHP/ASH Chargé d'Agrément	haccp@ash.mg
4	Andriamasimanana Rija	CIR/MCC Chargé d'Analyse de projet/SE	rija.andriamasimanana@cir.mg
5	Randrianarison Solohery	CIR/MCC Chargé des Questions commerciales	solohery.randrianarison@cir.mg
6	Rakotosata-Hamonjy Elia	DAE/DGDSP/MIDSP	hamonjy.elia@gmail.com
7	Ralijaona Nasolo	GEL/QUALITYMAD	qualitymad.agro@gmail.com
8	Onitiana Nomena	Socolait/RQHSE	nomena.onitiana@socolait.net
9	Ranaivoson Eulalie	SG/GAPCM	gapcm.sg@gapcm.mg
10	Randriamiarana Zazà Burton	Consultant national STDF	zaza.randria@gmail.com

6.2. Annexe 2– Liste des principaux documents consultés

N°	Titre	Editeur	Année
1	Cadre P-IMA destiné à éclairer et à améliorer les processus décisionnels dans le domaine SPS	STDF	Février 2016
Documents de portée nationale			
2	Fisandratan'i Madagasikara 2030	Présidence de la République de Madagascar	Janvier 2018
3	Plan national de développement Madagascar 2015-2019	Ministère de l'Economie et du Plan	Avril 2015
4	Plan de mise en œuvre du PND	Primature	Mai 2015
5	Mise à jour économique de Madagascar	Banque Mondiale	Octobre 2017
6	Note de conjoncture économique de Madagascar	Banque Mondiale	Décembre 2016
7	Loi N° 2017-048 promulguée le 08 février 2018 régissant la sécurité sanitaire des denrées alimentaires et de l'alimentation animale		Février 2018
Protection des végétaux			
8	Lettre de Politique Agricole	Ministère de l'Agriculture	Mai 2015
9	Plan National d'Investissement Agriculture, Elevage et Pêche (PSAEP/PNIAEP 2016-2020)	MinAgri / MRHP / MinEL	Août 2015
10	Plan stratégique phytosanitaire de Madagascar 2018-2028	Direction de la Protection des Végétaux	Septembre 2017
11	Plan directeur de la recherche sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2015-2019	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	Octobre 2015
12	Rapport d'analyse des écarts PVS Madagascar	Organisation mondiale de la santé animale (OIE)	Mars 2013
13	Programme de Renforcement Institutionnel vers le Développement de la Résilience Agricole (RINDRA)	Convention de financement entre la Commission Européenne et la République de Madagascar	2017
14	Rapport final du projet ASTF	Renforcement des contrôles des menaces à la sécurité sanitaire des aliments, des ravageurs et des maladies des plantes et des animaux pour la productivité agricole et le commerce en Afrique australe	2017
15	Rapport final du Cadre de Politique de Réinstallation	Projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière (P-CASEF)	Novembre 2015
16	Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) 2016-2020	FAO	2015
17	Marchés agricoles à Madagascar: contraintes et opportunités	Banque Mondiale	Décembre 2011
18	Manuel de procédure à l'inspection	PROJET «Renforcement des contrôles des menaces à la	Février 2017

N°	Titre	Editeur	Année
		sécurité sanitaire des aliments, des ravageurs et des maladies des plantes et des animaux pour accroître la productivité agricole et faciliter le commerce des produits agroalimentaires en Afrique Australe »	
19	Mission d'audit approfondi des capacités analytiques et du système de management de la qualité des laboratoires présélectionnés par le comité ad'hoc laboratoires de Madagascar	Rapport Mission EDES Madagascar	Mai 2015
20	Analyse de la mise en place d'une unité de contrôle de la qualité dans la Région de DIANA	Projet PIC II	Septembre 2016
21	Guide de bonnes pratiques sur la santé des forêts à Madagascar	FAO	Septembre 2017
Services vétérinaires			
22	Stratégie nationale de prévention et le Plan d'urgence de la fièvre aphteuse à Madagascar	Direction des Services Vétérinaires	Septembre 2017
23	Stratégie nationale de prévention et le Plan d'urgence de la péripneumonie contagieuse bovine à Madagascar	Direction des Services Vétérinaires	Septembre 2017
24	Stratégie nationale de prévention et le Plan d'urgence de la peste des petits ruminants à Madagascar	Direction des Services Vétérinaires	Septembre 2017
Produits halieutiques et aquaculture			
25	Stratégie nationale pour la santé des animaux aquatiques à Madagascar 2018-2028	Autorité sanitaire halieutique	2017
26	Evaluer les systèmes de contrôle en place régissant la production des produits de la pêche destinés à l'exportation vers l'Union Européenne	Rapport d'audit de l'Office alimentaire et vétérinaire de la Commission Européenne	2012
Commerce extérieur			
27	Examen des politiques commerciales	Rapport de Madagascar	2015
28	Stratégie d'Exportation de Madagascar pour l'Industrie et les Services (SEMIS) Version 1	Ministère du Commerce et de la Consommation	Janvier 2016
29	Etude diagnostique sur l'intégration du commerce	Projet CIR / Ministère du Commerce et de la Consommation	Novembre 2015
30	Examen national de l'export vert de Madagascar : étude de base de la CNUCED	CNUCED	2017

6.3. Annexe3– Liste des institutions et personnes et rencontrées

N°	Nom et Prénoms	Institution et Fonction	Email
1	Rakotobe Tovondriaka	MPAE/ Secrétaire Général	
2	Tilahy Andrianaranintsoa Désiré Gabriel	MPRH/ Secrétaire Général	tilahydesire@yahoo.fr
3	Razafimandimby Chrysostophe	MPRH/ Directeur Général	
4	Randriamihajaso Eddy	MCC/ Conseiller Technique	eddy.randriamihajaso @gmail.com
5	Ravalomanda Andry Tiana	MCC/ Directeur Général du Commerce Extérieur	dgce@mcc.mg
6	Randrianarison Solohery	MCC/ CIR Madagascar	solohery.randrianarison @cir.mg
7	Andriamasimanana Rijarivony	MCC/ CIR Madagascar	rija.andriamasimanana @cir.mg
8	Tom Leemans	Union Européenne/Chef de la section Développement rural, Sécurité alimentaire, Environnement et Aide d'urgence	tom.leemans @eeas.europa.eu
9	Olivier Machiels	Union Européenne/ Programmes Officer Development Cooperation - Rural Development	olivier.machiels @ec.europa.eu
10	Raharinosy Lova-Tiana	Union Européenne/ Chargée de Programme Secteur privé et Commerce	Lova-Tiana.RAHARINOSY @eeas.europa.eu
11	Randrianarison Lalaina	Banque Mondiale	lrandrianarison @worldbank.org
12	Razakandisa Anoucka	Banque Mondiale	Arazakandisa@ifc.org
13	Louis Muhigirwa	FAO Madagascar/ Deputy Representative	Louis.Muhigirwa @fao.org
14	Mamiharivelo Victor	FAO/ Program Support Consultant	victor.mamiharivelo @fao.org
15	Senn Harifetra Rachel	IFAD/ Country Programme Officer	r.senn@ifad.org
16	Andriamamonjy Fidy Harijaona	Président de l'APIMADAGASCAR	apimadagascar@orange.fr
17	Randriamasy Lalaina Henintsoa	MCC/SPE	henintsoa22@gmail.com

6.4. Annexe 4 – Liste des participants à la formation (22 Mars 2018)

N°	Nom et Prénoms	Institution et Fonction	Email
1	Ramiliarijaona Saholy	DPV/MPAE	lyhosa@gmail.com
2	Lantoarimaka Verosoanandraina	SIQV/DPV/MPAE	lanto.julien@gmail.com
3	Ranaivoarimanana Lalatiana Olivia	DSV/MPAE Division Santé Publique Vétérinaire	ralala8@yahoo.fr
4	Randimbimalala Jeanne	RSESE/ASH	caa@ash.mg
5	Randriamasy Lalaina Henintsoa	MCC/SPE	henintsoa22@gmail.com
6	Henintsoaniaina Andry	SQC/MCC (Chargé d'études)	scq.mcc@gmail.com
7	Randrianarison Solohery	CIR Madagascar/MCC	solohery.randrianarison@cir.mg
8	Andriamasimanana Rija	CIR Madagascar/MCC	rija.andriamasimanana@cir.mg
9	Onitiana Nomena	Socolait/RQHSE	nomena.onitiana@socolait.net
10	Samb Babacar	Consultant International STDF	bioscope@arc.sn
11	Randriamiarana Zaza Burton	Consultant National STDF	zaza.randria@gmail.com

6.5. Annexe 5 – Rapport détaillé (document séparé) de l’atelier avec la liste des participants (27 Mars 2018)

N°	Nom et Prénoms	Institution et Fonction	Email
1	Ranarivelo Lucien	DG Agriculture/MPAE	dga.luranarivelo@gmail.com
2	RamiliarijaonaSaholy	DPV/MPAE	lyhosa@gmail.com
3	LantoarimakaVerosoanandraina	SIQV/DPV/MPAE	lanto.julien@gmail.com
4	RahelimaherasoaDorice	SIQV/DPV/MPAE	edo.edorice@gmail.com
5	Andriamainty Fils	DSV	andriamaintyfils@yahoo.fr
6	RanaivoarimananaLalaitiana Olivia	DSV/MPAE Division Santé Publique Vétérinaire	ralala8@yahoo.fr
7	Peter Fenezara Samuel	MPAE/DGE/DSV/SSLMA	peterfenezara@yahoo.fr
8	Dr Maharavo Clarisse	MPAE	maharavoclarisse@gmail.com
9	RakotomaintyHaintsoa	Chef SNQAAM DADFV/MPAE	irinarakoto@gmail.com
10	RazaiarinirinaHarifenitra Julia	MPAE/DADFV Collaborateur Technique	fenitrajulia@gmail.com
11	RaobelisonTovoherinjaka	DCCRM/MPAE Chargé de Communication	tovoherinjaka@yahoo.fr
12	RakotomamonjyNotahiny Andrée	DE/ASH	andree.notahiny@ash.mg
13	Rakotomalala Claude	MRHP/ASH Chargé d'Agrément	haccp@ash.mg
14	Randriamihajaso Eddy	CT MCC	eddy.randriamihajaso@gmail.com
15	RakotonomenjanaharySetrarivo	MCC/DGCE/DPEE	setrasid03@yahoo.fr
16	HenintsoaniainaAndry	SQC/MCC (Chargé d'études)	scq.mcc@gmail.com
17	RaharinosyLantomalala	MCC/SQC	scq.mcc@gmail.com
18	AndriamasimananaRija	CIR Madagascar	rija.andriamasimanana@cir.mg
19	RandrianarisonSolohery	CIR Madagascar/MCC	solohery.randrianarison@cir.mg
20	Rakotosata-Hamonjy Elia	DAE/DGDSP/MIDSP	hamonjy.elia@gmail.com
21	RandrianarisonLalaina	Banque Mondiale	lrndrianarison@worldbank.org
22	RakotoarisoaSoava	ATS/AFE/WBG	soava.rakotoarisoa@gmail.com
23	Maminiaina Olivier Fridolin	FOFIFA AR2VP	maminiaina.fridolin@gmail.com
24	RazafindramananaNorosoa Christine	ESSA/ATD2	soamananjara@gmail.com
25	AndrianalimananaRejo Roger	CNRE/MESUPRES	rogerrejo@gmail.com
26	Bastaraud Alexandra	Institut Pasteur de Madagascar	abastaraud@pasteur.mg
27	RamiandrasoaVero	Institut Pasteur de Madagascar	vero@pasteur.mg
29	Razakandisa Yvan	GEL (Administrateur)	qualitymad@gmail.com
30	Rafidimanana B. (Titi)	GEL / Membre CA	Fruidiles@yahoo.fr

N°	Nom et Prénoms	Institution et Fonction	Email
31	RalijaonaNasolo	GEL	qualitymad.agro@gmail.com
28	NaliharisonTahina	Projet BOVIMA	ehsofficer.dev@groupe-smtp.com
35	OnitianaNomena	Socolait/RQHSE	nomena.onitiana@socolait.net
32	Ranaivoson Eulalie	SG/GAPCM	gapcm.sg@gapcm.mg
33	Rakotomanana Evelyne	SIM	syndusmad@sim.mg
34	Raveronirina Achille	MATATA SARLU Exportateur de Crabes	etsmatata@gmail.com
36	Andriamanjato Elie	Journaliste	randriamanjatoelie@gmail.com
37	Rakotoarisoa Emile	Journaliste	rktemile@gmail.com
38	Samb Babacar	Consultant international STDF	bioscope@arc.sn
39	RandriamiaranaZazà Burton	Consultant national STDF	zaza.randria@gmail.com

6.6. Annexe 6 – Agenda de l’atelier de partage et de validation du rapport provisoire du 13 Juin 2019

Jeudi 13 Juin 2019	
08H30 – 09H00	Accueil et installation des participants
09H00 – 09H45	- Mot de bienvenue de Monsieur le Directeur de la Protection des Végétaux - Ouverture officielle de l’atelier par Monsieur le Ministre de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche - Rappel du contexte et des objectifs de l’atelier par le Consultant international
09H45– 10H00	Pause – café
10H00– 10H30	Approche méthodologique du « Cadre « P-IMA » pour l’Établissement de priorités dans les investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés »
10H30– 11H00	Déroulement de l’étude ; Sélection et pondération des critères de décision & Processus de collecte et de validation des informations et données utilisées dans le déploiement du « Cadre « P-IMA »
11H00 –11H45	Principaux résultats de l’étude (1) : Liste des options d’investissements SPS retenues pour le renforcement des capacités d’accès aux marchés des différentes chaînes de valeur ciblées
11H45–12H30	Principaux résultats de l’étude (2) : Analyse comparative des options de renforcement des capacités SPS & Questions – Réponses
12H30 –14H00	Pause - déjeuner
14H00 – 15H00	Principaux résultats de l’étude (3) : Classement par priorité des options d’investissement SPS & Questions - Réponses
15H00 – 15H30	Pause – café
15H30 – 16H00	- Perspectives et recommandations pour la mobilisation des ressources budgétaires en vue de la mise en œuvre des options prioritaires d’investissements SPS pour renforcement des capacités d’accès aux marchés - Modalités de suivi et d’évaluation de la mise en œuvre des conclusions et recommandations de l’étude
16H00 –16H30	- Synthèse de la journée et conclusions finales - Clôture de l’atelier

6.7. Annexe 7 – Liste des participants à l’atelier de validation du 13 Juin 2019

N°	Nom et Prénoms	Institution et Fonction	Email
1	Tilahy Désiré	SG MAEP	
2	Dr Ratsimihetrisoa Alivanjanahary	DGE/ Assistante	a.ratsimihetrisoa@yahoo.fr
3	Rabemifara Lahatra Hery Zo	DPV/MPAE	lrabemifara@gmail.com
4	Rabenjanahary Tefy Hasina Andriamihaja	MAEP/ Chef de Service	tefyandriamihaja@yahoo.fr
5	Lantoarimaka	CSIQV/DPV/MAEP	lanto.julien@yahoo.fr
6	Rabakoarijao Désiré	DPV/MAEP	jaodezi@yahoo.fr
7	Ramangason Honoré	DPV/MAEP	ramangasonhm@gmail.com
8	Randriamampianina Onidera	CSPLR/DPV/MAEP	randriamampian@gmail.com
9	Ralamboarimanana Onisoa Nirina	SSLMA/DSV/MAEP	onisonirina@yahoo.fr
10	Ramahefasoa Bettelhein	SIF/DSV/MAEP	dsv.sif.info@gmail.com
11	Ramilijoh nToky Nantenaina	SLDV/DSV/MAEP	tokynante@yahoo.fr
12	Ranaivoarimanana Lalatiana Olivia	DSV/MPAE Division Santé Publique Vétérinaire	ralala8@yahoo.fr
13	Ramahatafandry Ilo Tsimok'Haja	SSVMV/DSV/MAEP	tsimokhaja@yahoo.fr
14	Rajaonarisoa Andry Mahefa	D.E ASH	andry.mahefa@ash.mg
15	Radimbimalala Jeanne	ASH/MAEP	radimbimalala.jeanne@ash.mg
16	Rakotomalala Claude John	ASH Chargé d'Agrément	rakotomalala.claude@ash.mg
17	Rasolofomanana Tanteliniaina	MAEP/ASH Chargé Epidémiologie	rasolofomanana.tanteliniaina@ash.mg
18	Rakotomainty Haintsoa Nirina	SDFPA/DAAB/MAEP	irinarakoto@gmail.com
19	Rakotoniaina A.	DAAB/MAEP	maep.daab@gmail.com
20	Dr Andriamasihérinjanakolona	DAVPE/MAEP Chef Service SPMPE	andriamasi.kolona@gmail.com
21	Rahantarimalala Vero	DDA/DGPA/MAEP	verohantamalala@yahoo.fr
22	Rasoanaivo Rojovola Elysée	DCSI MAEP	rojovolaelysee@gmail.com
23	Razanokolona Anjara	COM/MAEP	anjararzk@yahoo.fr
24	Robison Tinah	COM/MAEP	robisontinah@gmail.com
25	Jean Albruto	Protocole MAEP	
26	Henintsoaniaina Andry	MICA Chargé d'études	scq.mcc@gmail.com andryanthonio@gmail.com
27	Rakotonomenjanahary Sandratrarivony Setrarivo	MICA/DGCE/DCE SPE	setrasid03@yahoo.fr
28	Randrianarison Solohery	MICA/CIR	solohery.randrianarison@cir.mg

N°	Nom et Prénoms	Institution et Fonction	Email
29	Andriamasimanana Rija	MICA/CIR	rija.andriamasimanana@cir.mg
30	Rajaonarivony Marcellin	CNRE/MESUPRES	rajaonarmarcus@yahoo.fr
31	Rejo Roger Andrianalimanana	CNRE/MESUPRES	rogerrejo@gmail.com
32	Rajemiarinoelisoa Miraho Felaniaina	Comité National Codex Alimentarius	mirahofelaniaina@yahoo.fr
33	Bastaraud Alexandra	Institut Pasteur de Madagascar	abastaraud@pasteur.mg
34	Ramiandrasoa Vero	Institut Pasteur de Madagascar	vero@pasteur.mg
35	Raliniaina Modestine	FOFIFA/DRZVP	rali_mod@yahoo.fr
36	Ranaivoson Eulalie	SG/GAPCM	gapcm.sg@gapcm.mg
37	Randrianaivomanana Radonantenaina	BOVIMA Responsable Environnement	randrianarado@gmail.com
38	RatsimihafyNyOny	LECOFRUIT/ Responsable Certification	Nyony.Ratsimihafy@ Basan.mg
39	Fiakara Chantal	Vice-Présidente GARDUC	cfiakara@gmail.com
40	Ramiaramanana Marie Urbain	Consommateurs GARDUC	ramiara232@gmail.com
41	RazafindranaivoAndry	SIM/ Chargé d'études	communication@sim.mg
42	Randriamihajaso Eddy	My Partner/Gérant Consultant Norme Qualité	eddy.randriamihajaso@gmail.com
43	Dr Maharavo Clarisse	Programme RINDRA/UE	maharavoclarisse@gmail.com
44	LaurentLiagre	CASEF/ Gouvernance des filières	gouvernance@casef.mg
45	Mampionona Amboarasoa	Agro-Economist Banque Mondiale	mamboarasoa@worlbank.org
46	Randriarilala Thierry	FAO	Thierry.Randriarilala@fao.org
47	Samb Babacar	Consultant STDF	bioscope@arc.sn
48	Randriamiarana Zazà Burton	Consultant STDF	zaza.randria@gmail.com

6.8. Annexe 8– Plan d’action DPV- FFM SPS/COLEACP

**PLAN D’ACTION PRIORITAIRES (2019- 2021) POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE
CONTROLES DES RISQUES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES DANS LES CHAINES DE VALEUR
DESTINEES A L ‘EXPORTATION
MADAGASCAR- FFM SPS/COLEACP**

CONTEXTE

La Direction de la Protection des Végétaux de Madagascar a envoyé au COLEACP une demande d’appui à la mise en place d’un dispositif d’analyse des risques phytosanitaires. En effet, Madagascar a adopté un **plan stratégique phytosanitaire** (2018-2028) qui se décline selon trois axes :

- La nécessité de protéger la production agricole nationale
- Le renforcement du potentiel de développement de l’agriculture à Madagascar
- Et la sécurisation du commerce extérieur des produits agricoles

En outre, le Ministère de l’agriculture, de l’élevage et de la pêche de Madagascar a été appuyé par le Fonds pour l’application des normes et le développement du commerce (FANDC– STDF) pour la réalisation d’une étude visant à établir les priorités en matière d’investissements dans le domaine SPS pour l’accès aux marchés des produits malgaches, dans les chaînes de valeur axées sur l’exportation. Le « Cadre P-IMA » a été utilisé afin d’améliorer les processus de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS. L’atelier de restitution et de validation de l’étude a eu lieu à Tananarive le 13 juin 2019 avec l’ensemble des parties prenantes et partenaires stratégiques.

Au départ des deux premiers investissements prioritaires identifiés, un plan d’action a été établi et sera mis en œuvre avec l’appui du FFM SPS du COLEACP. En effet, le COLEACP appuie un pool d’entreprises privées malgaches dont certaines développent fortement l’export de légumes en frais (haricots verts, pois, asperges ...). Il convient donc de s’assurer que le système d’inspection et de contrôle soit en place et réponde aux exigences des marchés de destination.

PARTIE A : OBJECTIF GENERAL

Objectif général	Réalisations/Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Date limite de mise en œuvre	Responsables
<p>Renforcer le système national de contrôle sanitaire et phytosanitaire des fruits et légumes et des grains secs destinés à l'exportation vers l'UE.</p>	<p>Le nombre de notifications d'interceptions dues à des dépassements de LMR dans les exportations de grains secs destinés à l'exportation vers l'UE est réduit de manière significative ;</p> <p>Le système de contrôle et de certification phytosanitaire est renforcé.</p>	<p>Nombre de notifications d'interceptions dus à des organismes nuisibles inférieur ou égal à 2/an</p> <p>Nombre de notifications d'interceptions dues à des dépassements de LMR inférieur ou égal à 5/an</p>	<p>Europhyt (Commission Européenne -CE)</p> <p>Et base de données de la DPV</p> <p>RASFF et base de données de la DPV</p>	<p>2022</p>	<p>DPV Direction d'appui à l'agrobusiness</p>

PARTIE B : OBJECTIFS SPECIFIQUES

Objectif Spécifiques	Réalisations/Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Date limite de mise en œuvre	Responsables
1. GOUVERNANCE DU SYSTEME D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION PHYTOSANITAIRES					
1.1. Renforcer le cadre législatif, réglementaire et normatif régissant l'inspection et la certification sanitaires et phytosanitaires					
OS1- Mettre en œuvre le système d'enregistrement obligatoire des exportateurs de fruits et légumes et grains secs destinés à l'exportation	Une base de données des acteurs des différentes chaînes de valeur d'exportation est disponible ; La traçabilité des produits jusqu'aux lieux de production peut être établie.	Loi alimentaire relatifs à l'agrément des entreprises exportatrices et textes d'application Base de données des acteurs	Actes réglementaires Dossier de demandes d'enregistrement ou de ré-enregistrement des exportateurs	2019	DPV Direction de l'appui à l'agribusiness
2. ACTIVITES OPERATIONNELLES					
2.1. Améliorer l'organisation et mettre en place un système de contrôle et de certification sanitaire et phytosanitaire, basé sur le risque					
OS2- Elaborer les procédures et la documentation associée pour la catégorisation à risque des exportateurs des différentes filières ciblées	Les risques SPS liés aux différentes étapes des chaînes de valeur ciblées sont identifiés; Des procédures et la documentation applicables pour la catégorisation à risque des	Profils des risques SPS des chaînes de valeur ciblées Grilles d'évaluation à risques des chaînes de valeur ciblées Procédure de catégorisation à risque comprenant la grille d'évaluation et	Dossiers d'enregistrements des opérateurs Résultats des évaluations des systèmes de production et de conditionnement	2019	DPV

	exportateurs sont disponibles	la documentation associée des exportateurs	nt des exportateurs enregistrés Liste des exportateurs		
OS3- Elaborer les procédures d'échantillonnage pour le contrôle des organismes nuisibles/ en lien avec les fruits et légumes prioritaires ciblés	Les plans d'échantillonnages pour les contrôles des différents produits et selon les profils de risques des opérateurs sont disponibles	Nombre de plans d'échantillonnages /nombre de produits	Documentation des plans d'échantillonnages	2019	DPV
OS4- Appuyer l'élaboration des procédures d'inspection et de certification phytosanitaires des produits prioritaires (fruits et légumes) ciblés	Les procédures d'inspection et de certification phytosanitaires des produits ciblés sont disponibles	Nombre de procédures d'inspection et de certification phytosanitaires	Documentation des procédures d'inspection et de certification phytosanitaires et supports d'enregistrement associés	2020	DPV
OS5- Appuyer l'élaboration des procédures de contrôle pour la maîtrise des risques de dépassement des LMR dans les produits prioritaires ciblés (grains secs)	Les procédures de contrôle pour la maîtrise des risques de dépassement des LMR sont disponibles.	Nombre de procédures de contrôle	Documentation des procédures d'inspection et supports d'enregistrement associés	2020	DPV
OS6- Appuyer l'élaboration de supports et outils didactiques pour la reconnaissance et l'identification des organismes	Les inspecteurs et agents de contrôle phytosanitaires disposent d'outils et de supports didactiques pour la reconnaissance	Nombre d'outils et de supports didactiques	Outils et supports didactiques	2020	DPV

nuisibles en lien avec les produits ciblés	et l'identification des organismes nuisibles ciblés				
2.2. Disposer d'itinéraires techniques de référence pour la maîtrise des systèmes de production pour les spéculations prioritaires ciblées					
OS7- Définir des itinéraires techniques de référence pour les cultures ciblées	Des itinéraires techniques de référence pour les cultures ciblées sont disponibles.	Nombre d'itinéraires techniques.	Protocoles de gestion intégrée de lutte contre les mouches des fruits.	2020	DPV Plateformes des acteurs
OS8- Définir des guides de Bonnes pratiques de production pour les produits ciblés (fruits et légumes et grains secs)	Les opérateurs des chapines de valeur ciblées disposent de Manuel de bonnes pratiques et renforcent leur capacité d'autocontrôle des risques sanitaires et phytosanitaires	Nombre de guides de bonnes pratiques/spéculations	Guides de Bonnes pratiques et documentation associée	2021	DPV Plateformes des acteurs
2.3. Renforcer les capacités nationales à mettre en place un système de contrôle de la false codling molyse pour la production de piment destiné à l'exportation vers l'UE					
OS9- Formaliser un protocole de production et de contrôle de la False Codling Molyse sur le piment	Les opérateurs disposent d'un protocole de production éprouvé pour le contrôle de la FCM sur les piments destinés à l'exportation vers l'UE	Protocole de production disponible	Documentation du protocole de production	2021	DPV Plateformes des acteurs
2.4. Appuyer la préparation du dossier requis par les autorités européennes pour l'exportation du piment vers l'UE					
OS10- Appuyer le processus d'élaboration du dossier relatif aux options de contrôle	Les différentes parties prenantes nationales (public et privé) disposent des connaissances et	Documentation du dossier piment	Documentation du dossier piment	2021	DPV Plateformes des acteurs

de la FCM sur le piment en réponse aux exigences de la Directive 2019/523 applicable au 1 septembre 2019	compétences nécessaires pour la préparation du dossier requis par l'UE pour le piment				
2.5 Mettre en place un système performant de suivi et de traitement des notifications officielles des interceptions et des statistiques d'exportation					
OS11 – Mettre à jour les procédures de suivi, de traitement et diffusion des notifications d'interceptions et des statistiques d'exportation des produits ciblés	Les notifications d'interception (RASFF & Europhyt) notamment de la CE et les statistiques sont suivies par l'autorité compétente et les mesures correctives appropriées peuvent être mises en œuvre	Registre de suivi et de traitement des notifications d'interception (RASFF & Europhyt) et des statistiques d'exportations	Listes des notifications, rapports de suivi et de traitement des notifications et des statistiques d'exportation	2019	DPV
2.6. Mettre en place un système de management interne de la qualité du système d'inspection et de certification phytosanitaire					
OS12 – Mettre en place un système de contrôle interne et de suivi évaluation du système d'inspection et de certification.	Un système de contrôle interne et de suivi-évaluation des opérations d'inspection et de certification phytosanitaire permet l'amélioration continue.	Rapports d'audit interne et de suivi /évaluation.	Procédures enregistrement et documentation	2019	DPV
2.7. Renforcer les infrastructures et équipements d'inspection et de certification					
OS13 - Renforce les capacités opérationnelles des	Les services de contrôles officiels disposent d'infrastructures et	Liste des infrastructures, équipements et matériel	Infrastructures, équipements, matériel.	2020	Minader

services d'inspection et de certification.	d'équipements, moyens logistiques. (loupes binoculaires, trousseau à dissection,)				
2.8. Mettre à jour la liste nationale des organismes nuisibles de quarantaine					
OS14- Disposer d'une liste actualisée des organismes nuisibles de quarantaine	Les services de contrôle officiels disposent de la liste des organismes de quarantaine	Liste actualisée des organismes nuisibles de quarantaine	Liste des organismes de quarantaine	2020	DPV
2.9 Formaliser les dossiers relatifs aux produits prioritaires d'exportation soumis à des déclarations additionnelles					
OS15- Répondre aux exigences de déclarations additionnelles pour les produits prioritaires d'exportation vers l'UE	Les dossiers relatifs aux produits soumis à des déclarations additionnelles sont élaborés et transmis aux autorités européennes	Le nombre de dossiers/liste des fruits et légumes d'exportations prioritaires	Lettre de transmission aux autorités européennes Dossiers	2019-2020	DPV
	Les notifications d'interceptions dues aux déclarations additionnelles sont réduites de manière significative	Réduction des notifications d'interceptions dues aux déclarations additionnelles	Europhyt (Commission Européenne - CE) et base de données de la DRCQ	2019-2020	
2.10. Renforcer le système d'information et de veille scientifique, réglementaire et technique					
OS16- Renforcer le système de veille scientifique,	La DPV renforce ses capacités en matière de collecte,	Nombre de notes internes/externes d'information et de documentation	Documentation, normes, notes d'information	2019 - 2020	DPV

réglementaire et technique	d'analyse, de traitement et de diffusion de l'information en rapport avec la réglementation phytosanitaire internationale	scientifique, réglementaire et technique			
3. GESTION DES COMPETENCES					
3.1. Mettre en œuvre un Programme de renforcement des capacités des Services de contrôles officiels					
OS17 –Former les inspecteurs à la mise en application des procédures d'inspection et de certification des produits ciblés (fruits et légumes et grains secs)	Les inspecteurs connaissent et appliquent les nouvelles procédures d'inspection et de certification phytosanitaire	Nombre de sessions Nombre d'inspecteurs formés Rapports de formation.	Listes des participants aux formations Programmes de formation, support et matériel	.2020	DPV
OS18 – Former tous les inspecteurs à la mise en application des procédures d'échantillonnage pour l'inspection et la certification phytosanitaires des produits ciblés	Les inspecteurs connaissent et appliquent les nouvelles procédures d'échantillonnage applicables pour l'inspection et la certification phytosanitaires des produits ciblés	Nombre de sessions Nombre d'inspecteurs formés Rapports de formation.	Listes des participants aux formations Programmes de formation, support et matériel.	2020	DPV
OS19 – Renforcer les capacités des agents de la protection des végétaux et des structures	Les capacités nationales aux niveaux décentralisés renforcent leur capacité à	Nombre de sessions Nombre d'inspecteurs formés	Listes des participants aux formations Programmes de formation,	2020	DPV

d'encadrement aux niveaux décentralisés aux itinéraires techniques et Guides de Bonnes Pratiques développés	vulgariser les Bonnes pratiques	Rapports de formation	support et matériel.		
3.2. Mettre en œuvre un Programme de renforcement des capacités des opérateurs privés					
OS20 – Former les producteurs et collecteurs, associés aux entreprises exportatrices des fruits et légumes et grains secs ciblés	Les capacités des acteurs des différentes chaînes de valeurs à appliquer les Bonnes Pratiques sont renforcées	Nombre de sessions de formation Nombre de participants formés	Listes des participants aux formations Programmes de formation, support et matériel.	2020	DPV
OS21 – Sensibiliser les exportateurs des produits ciblés aux enjeux et exigences réglementaires et commerciales de l'UE	Les exportateurs sont informés des exigences réglementaires du marché de l'exportation	Nombre de sessions organisées Nombre de participants aux sessions	Supports utilisés et Listes des participants	2020	DPV Direction d'appui à l'agrobusiness
4. DYNAMIQUES DE COMMUNICATION ET DE RELATIONS					
4.1. Mettre en place une plateforme nationale de dialogique public et privé					
OS22 - Appuyer la formalisation des Plateformes au niveau des différentes filières ciblées	Les différentes filières ciblées disposent de plateformes d'échanges et de dialogue	Nombre de plateformes Programme d'activités Nombre de rencontres.	Rapport d'activités	2020	DPV Direction d'appui à l'agrobusiness
OS23 - Appuyer la mise en place d'un cadre structuré de dialogue public et privé	Une dynamique de dialogue public et privé est soutenue	Programme d'activités Nombre de rencontres.	Rapport d'activités	2020	DPV Direction d'appui à

					l'agrobus iness
4.3. Mettre en œuvre un programme d'information et de communication sur les résultats du suivi-évaluation de la mise en œuvre du plan d'actions					
OS24 – Vulgariser les activités et les résultats du plan d'action de renforcement des capacités de contrôles des risques SPS	Les résultats du suivi-évaluation de la mise en œuvre du plan d'action sont diffusés à grande échelle	Nombre de rencontres/supports et activités de communication et d'informations	Compte rendus/rapports et supports utilisés	2019-2020	DPV Direction d'appui à l'agrobus iness